

Rapport final d'activités

Collaboration Dieppe-Maisonneuve en formation policière

10/01/2011

CCNB – Campus de Dieppe

Collège de Maisonneuve

Collaboration Dieppe-Maisonneuve en formation policière

Rapport final narratif pour la période du 15 janvier'10 au 15 janvier'11

Introduction

Le présent rapport d'activités se veut le rapport final narratif du projet *Collaboration Dieppe-Maisonneuve en formation policière*. Il donne un aperçu des activités réalisées et des résultats obtenus durant la période visée de ce rapport, soit du 15 janvier 2010 au 15 janvier 2011. Une section a également été incluse afin d'énoncer les prévisions des étapes et des dépenses à venir.

Court sommaire des démarches faites.

Le dernier rapport d'activités du projet a été fait le 15 janvier 2010. Cette période d'attente notable s'explique par une demande de prolongation accordée par le RCCFC jusqu'au 1^{er} mars 2011. La demande de prolongation a été jugée nécessaire par l'équipe du projet afin d'accorder davantage de temps pour faire avancer le projet au niveau politique à l'intérieur des provinces respectives de chaque établissement.

Voici un résumé des activités du projet pendant la période du rapport :

Depuis le dernier rapport, nous avons soumis au RCCFC un document de l'état des démarches entreprises. De plus, les deux gestionnaires de projet ont effectué de nombreuses démarches auprès de différents paliers gouvernementaux du Nouveau-Brunswick et du Québec. Voici un résumé de ces démarches et de ces discussions :

- Une discussion avec les deux sous-ministres concernés dans chaque province, soit M. Marc Léger, sous-ministre de la Sécurité publique du Nouveau-Brunswick, et M. Robert Lafrenière, sous-ministre de la Sécurité publique du Québec, a été entamé.
- Le 12 janvier 2010, le sous-ministre de la Sécurité publique du Nouveau-Brunswick, M. Léger, a adressé une demande officielle concernant la possibilité de modifier certains termes de l'entente conclue entre le gouvernement du Nouveau-Brunswick, le gouvernement du Québec et l'École nationale de police du Québec (ENPQ).
- Le 13 avril 2010, en réponse à cette demande, le sous-ministre de la sécurité publique du Québec, M. Lafrenière, exprime que le ministère de la Sécurité publique a analysé la demande du Nouveau-Brunswick et y est favorable, voir annexe A. Il informe également que l'ENPQ est disposée à effectuer les modifications nécessaires afin d'admettre des étudiants du CCNB au programme de formation initiale en patrouille-gendarmerie et de convenir avec les parties concernées, des modalités financières ou conditions d'admissibilité applicables. Cependant, le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport du Québec devra d'abord reconnaître l'équivalence du programme CCNB par rapport au programme de Techniques policières dispensé par les établissements d'enseignement collégial québécois.

Donc, comme il est mentionné au dernier point ci-dessus, le programme du CCNB – Campus de Dieppe doit maintenant être reconnu par le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport du Québec comme étant équivalent au programme de Techniques policières dispensé par les établissements d'enseignement collégial québécois.

- Pour ce faire, une demande officielle a été effectuée afin d'organiser une rencontre entre M. Jacques Héroux, chef de département des métiers au CCNB – Campus de Dieppe, M. Denis Roussel, coordonnateur du Département des Techniques auxiliaires de la justice au Collège de Maisonneuve, ainsi que M^{me} Nora Desrochers du Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport du Québec.
- Une réunion a été fixée avec M. Mario Ledoux, responsable de programmes, direction des programmes et de la veille sectorielle au ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport afin de discuter de l'entente signée entre le gouvernement du Nouveau-Brunswick et celui du Québec concernant la formation des aspirants policiers francophones du N-B inscrits au programme de formation initiale Patrouille-Gendarmerie de l'École nationale de police du Québec. Cette rencontre est sensée avoir lieu le 3 février 2011 à Montréal. Présences prévues : Nora Desrochers; Pierre Duchaine; Anne Gourde; Jacques Héroux; Lucie Paradis; Sonia Léveillé; et Denis Roussel.

Est-ce que les résultats détaillés dans la proposition ont été accomplis? Est-ce qu'il y a un suivi à faire?

Les résultats planifiés pour cette période dans la proposition ont été atteints en parti. En effet, une troisième mission devait avoir lieu avec la direction de l'École de police du Québec afin de formaliser l'entente avec le CCNB – Campus de Dieppe. Cette dernière mission n'a pas encore eu lieu.

Toutefois, comme mentionné ci-dessus dans le sommaire des démarches faites, une rencontre est fixée le 3 février 2011 afin de discuter de l'entente signée entre le gouvernement du Nouveau-Brunswick et celui du Québec concernant la formation des aspirants policiers francophones du N-B inscrits au programme de formation initiale Patrouille-Gendarmerie de l'École nationale de police du Québec.

Il reste cependant des suivis à faire :

- recevoir une réponse du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport du Québec concernant la possibilité de reconnaître le programme Techniques policières du Campus de Dieppe comme équivalent à celui du Collège de Maisonneuve. Il sera ensuite possible de rouvrir l'accord existante entre le Québec et le Nouveau-Brunswick sur le nombre de places accordées aux étudiants francophones du Nouveau-Brunswick qui peuvent compléter leur formation en techniques policières à l'École nationale de police du Québec;
- continuer la veille d'appels d'offre qui pourraient inciter la mobilité étudiante dans les programmes de Techniques policières au Collège de Maisonneuve et au CCNB – Campus de Dieppe.

Les partenaires sont-ils en accord avec les résultats attendus et ont-ils un niveau d'implication élevé?

Tous les membres de l'équipe du projet ont un niveau d'implication très élevé et sont tous d'accord avec les résultats qui ont été atteints et qui restent à atteindre pendant les prochains mois. Les membres de l'équipe travaillent conjointement à recevoir les réponses nécessaires pour tenter d'officialiser les deux places réservées à l'École nationale de police du Québec pour des étudiants francophones du Nouveau-Brunswick.

Identifier (s'il y a lieu), les problèmes importants qui ont été soulevés?

Les seuls problèmes encourus pendant le projet ont été de gérer les défis causés par les délais rencontrés lors des communications aux différents paliers gouvernementaux de chaque province pour obtenir les approbations et les réponses cherchées. Les relations et les communications gouvernementales nécessitent un processus rigoureux ainsi que du temps.

Tout autre renseignement pertinent au projet.

Tout au long du projet, les deux équipes ont très bien travaillé ensemble vers un but commun, soit d'offrir l'accès aux étudiants francophones du Nouveau-Brunswick à une formation en patrouille-gendarmerie en français.

Voici un tableau démontrant les dépenses prévues et les étapes prévues :

Activités	Dépenses prévues	
Rencontre avec le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport du Québec :		
Déplacement aérien - 1 pers. X 750 \$	750 \$	
Déplacement terrestre – 5 taxis x 30 \$	150 \$	
Hébergement – 1 pers. X 2 nuits x 150 \$	300 \$	
Indemnité quotidienne – 1 pers. X 2 jrs x 60 \$	120 \$	
Autres	300 \$	
Total	1 620 \$	

M. Jacques Héroux profitera de la rencontre du 3 et 4 février 2011 pour faire une présentation à toutes les parties impliquées afin de présenter les démarches entreprises par l'équipe du projet et les objectifs de faire approuver le programme du Campus de Dieppe comme étant équivalent à celui du Collège de Maisonneuve.

L'équipe du projet s'attend à recevoir une réponse concernant l'approbation du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport du Québec d'ici le printemps 2011. À la lumière de la réponse donnée par le ministère, l'équipe du projet devra décider des prochaines étapes. En effet, une réponse positive au sujet de l'équivalence des programmes engendrera, tout probablement, une révision de l'entente signée entre le gouvernement du Nouveau-Brunswick et celui du Québec concernant la formation des aspirants policiers francophones du Nouveau-Brunswick inscrits au programme de formation initiale Patrouille-Gendarmerie de l'École nationale de police du Québec.

Tandis qu'une réponse niant l'équivalence des programmes forcera l'équipe du projet à revoir les prochaines étapes à entreprendre.

Une appréciation du renforcement institutionnel résultant du partenariat.

Les membres de l'équipe du projet ont tous exprimé leur satisfaction par rapport au travail accompli pendant la deuxième période du projet. Les deux partenaires ont eu un haut niveau d'implication dans le projet et considèrent que la dernière période du projet fut un succès.

En conclusion, nous pensons avoir réussi à mettre sur pied une équipe de spécialistes, ayant d'excellentes compétences dans le domaine des techniques policières, disponible pour faire des échanges de connaissances. Bien que nous devions continuer à travailler sur l'achèvement de tous les détails afin de donner accès aux étudiants francophones du Nouveau-Brunswick à une formation en patrouille-gendarmerie, nous sommes confiants que dans un proche avenir nous réussirons à créer un précédent pour les échanges interétablissements d'enseignement postsecondaire dans le domaine des techniques policières et ce, entièrement grâce au support du RCCFC.